9. Calls upon both parties to co-operate with the Chief of Staff in this and all other respects, to carry out the provisions of the General Armistice Agreement in good faith, and in particular to make full use of the Mixed Armistice Commission's machinery in the interpretation and application of its provisions.

Adopted unanimously at the 715th meeting.

Decision

At its 717th meeting, on 26 March 1956, the Council decided to invite the representatives of Egypt, Israel, Jordan, Lebanon and Syria to participate, without vote, in the discussion of the item entitled "The Palestine question: status of compliance given to the General Armistice Agreements and the resolutions of the Security Council adopted during the past year (S/3561)".5

113 (1956). Resolution of 4 April 1956

[S/3575]

The Security Council,

Recalling its resolutions 107 (1955) of 30 March 1955, 108 (1955) of 8 September 1955 and 111 (1956) of 19 January 1956,

Recalling that in each of these resolutions the Chief of Staff of the United Nations Truce Supervision Organization in Palestine and the parties to the General Armistice Agreements concerned were requested by the Council to undertake certain specific steps for the purpose of ensuring that the tensions along the armistice demarcation lines should be reduced,

Noting with grave concern that despite the efforts of the Chief of Staff the proposed steps have not been carried out,

- 1. Considers that the situation now prevailing between the parties concerning the enforcement of the Armistice Agreements and the compliance given to the abovementioned resolutions of the Council is such that its continuance is likely to endanger the maintenance of international peace and security;
- 2. Requests the Secretary-General to undertake, as a matter of urgent concern, a survey of the various aspects of enforcement of and compliance with the four General Armistice Agreements ⁶ and the Council's resolutions under reference;
- 3. Requests the Secretary-General to arrange with the parties for the adoption of any measures which,

9. Invite les deux parties à coopérer avec le Chef d'état-major dans ce domaine et dans tous les autres, à exécuter de bonne foi les dispositions de la Convention d'armistice général et, en particulier, à utiliser pleinement le mécanisme de la Commission mixte d'armistice pour l'interprétation et l'application de ces dispositions.

Adoptée à l'unanimité à la 715e séance.

Décision

A sa 717° séance, le 26 mars 1956, le Conseil a décidé d'inviter les représentants de l'Egypte, d'Israël, de la Jordanie, du Liban et de la Syrie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La question de Palestine: suite donnée aux Conventions d'armistice général et aux résolutions adoptées par le Conseil de sécurité pendant l'année écoulée (S/3561) ⁵».

113 (1956). Résolution du 4 avril 1956

[S/3575]

Le Conseil de sécurité,

Rappelant ses résolutions 107 (1955) du 30 mars 1955, 108 (1955) du 8 septembre 1955 et 111 (1956) du 19 janvier 1956,

Rappelant que, dans chacune de ces résolutions, le Conseil a demandé au Chef d'état-major de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine et aux parties aux Conventions d'armistice général que concernaient ces résolutions de prendre certaines mesures bien définies pour réduire la tension sur les lignes de démarcation de l'armistice,

Constatant avec une extrême inquiétude qu'en dépit des efforts du Chef d'état-major les mesures conseillées n'ont pas été prises,

- 1. Considère que la situation qui règne actuellement entre les parties en ce qui concerne la mise à exécution des Conventions d'armistice et l'observation des résolutions du Conseil mentionnées plus haut est telle que, si elle se prolongeait, elle risquerait de mettre en danger le maintien de la paix et de la sécurité internationales;
- 2. Demande au Secrétaire général d'entreprendre, en la mettant au premier plan de ses préoccupations, l'étude des divers aspects de la mise en vigueur et de l'observation des quatre Conventions d'armistice général ⁶ et des résolutions du Conseil mentionnées plus haut;
- 3. Demande au Secrétaire général de s'entendre avec les parties pour adopter, après en avoir discuté avec les

⁵ Ibid., Eleventh Year, Supplement for January, February and March 1956.

⁶ See Official Records of the Security Council, Fourth Year, Special Supplements Nos. 1, 2, 3 and 4.

⁵ Voit Documents officiels du Conseil de sécurité, onzième année, Supplément de janvier, février et mars 1956.

⁶ Voit Procès-verbaux officiels du Conseil de sécurité, quatrième année, Suppléments spéciaux, n° 1, 2, 3 et 4.

after discussion with the parties and with the Chief of Staff, he considers would reduce existing tensions along the armistice demarcation lines, including the following points:

- (a) Withdrawal of their forces from the armistice demarcation lines;
- (b) Full freedom of movement for United Nations observers along the armistice demarcation lines, in the demilitarized zones and in the defensive areas;
- (c) Establishment of local arrangements for the prevention of incidents and the prompt detection of any violations of the Armistice Agreements;
- 4. Calls upon the parties to the General Armistice Agreements to co-operate with the Secretary-General in the implementation of this resolution;
- 5. Requests the Secretary-General to report to the Council in his discretion but not later than one month from this date on the implementation given to this resolution in order to assist the Council in considering what further action may be required.

Adopted unanimously at the 722nd meeting.

114 (1956). Resolution of 4 June 1956

[S/3605]

The Security Council,

Recalling its resolutions 113 (1956) of 4 April 1956 and 73 (1949) of 11 August 1949,

Having received the report of the Secretary-General on his recent mission on behalf of the Security Council, ⁷

Noting those passages of the report (section III and annexes 1-4) which refer to the assurances given to the Secretary-General by all the parties to the General Armistice Agreements ⁶ unconditionally to observe the cease-fire,

Noting also that progress has been made towards the adoption of the specific measures set out in paragraph 3 of resolution 113 (1956),

Noting, however, that full compliance with the General Armistice Agreements and with Council resolutions 107 (1955) of 30 March 1955, 108 (1955) of 8 September 1955 and 111 (1956) of 19 January 1956 is not yet effected, and that the measures called for in paragraph 3 of resolution 113 (1956) have been neither completely agreed upon nor put fully into effect,

Believing that further progress should now be made in consolidating the gains resulting from the Secretary-

parties et avec le Chef d'état-major, les mesures qu'il considérera comme devant réduire la tension actuelle sur les lignes de démarcation de l'armistice, et notamment les mesures suivantes:

- a) Que les parties retirent leurs forces des lignes de démarcation de l'armistice;
- b) Qu'elles donnent aux observateurs des Nations Unies pleine liberté de mouvement le long des lignes de démarcation de l'armistice, dans les zones démilitarisées et dans les régions défensives;
- c) Qu'elles s'entendent localement pour prévenir les incidents et constater rapidement toute violation des Conventions d'armistice;
- 4. Requiert les parties aux Conventions d'armistice général de coopérer avec le Secrétaire général à la mise en œuvre de la présente résolution;
- 5. Demande au Secrétaire général de faire rapport au Conseil, à une date qu'il fixera lui-même mais au plus tard dans un mois, sur la suite donnée à la présente résolution, de façon à aider le Conseil à examiner quelles nouvelles mesures pourraient être nécessaires.

Adoptée à l'unanimité à la 722° séance.

114 (1956). Résolution du 4 juin 1956

[S/3605]

Le Conseil de sécurité,

Rappelant ses résolutions 113 (1956) du 4 avril 1956 et 73 (1949) du 11 août 1949,

Ayant reçu le rapport du Secrétaire général sur la mission qu'il a accomplie récemment pour le compte du Conseil de sécurité?.

Notant les passages dudit rapport (section III et annexes 1 à 4) relatifs à l'assurance que toutes les parties aux Conventions d'armistice général 6 ont donnée au Secrétaire général de respecter sans condition la suspension d'armes,

Notant aussi que des progrès ont été accomplis vers l'adoption des mesures précises énoncées au paragraphe 3 de la résolution 113 (1956),

Notant toutefois que les Conventions d'armistice général et les résolutions 107 (1955), 108 (1955) et 111 (1956) du Conseil, en date des 30 mars 1955, 8 septembre 1955 et 19 janvier 1956, ne sont pas encore intégralement observées, que l'accord complet ne s'est pas encore fait sur les mesures énoncées au paragraphe 3 de la résolution 113 (1956), et que ces mesures n'ont pas été intégralement mises à exécution,

Persuadé que l'on devrait maintenant faire de nouveaux progrès dans la voie de la consolidation des résultats

⁷ Ibid., Eleventh Year, Supplement for April, May and June 1956. document S/3596.

⁷ Documents officiels du Conseil de sécurité, onzième année, Supplément d'avril, mai et juin 1956, document S/3596.